

La bourgeoisie flamande

Matthias Lievens

La bourgeoisie « belge » s'effondre et la bourgeoisie « flamande » émerge. Si c'est bien la tendance actuelle, il convient de manier les termes « belge » et « flamand » avec prudence.



À partir des années 50 et 60 de nouvelles sociétés de services flamandes, pour la plupart axées sur les multinationales américaines, voient le jour.

Tant qu'une « politique de relance » économique est mise en œuvre, il n'y a pas lieu de procéder à une réforme de l'État. Tel était le message du président du Voka, Michel Delbaere, aux négociateurs lors de la formation du gouvernement fédéral en 2014. Toutes les exigences communautaires ont été exclues du mémorandum, indiquera par la suite Charles Michel. L'effet a été incroyable : le Voka a poussé tous les partis flamands dans cette direction¹. « Le Voka a servi de lubrifiant

à la coalition suédoise », concluait pour sa part Alain Mouton, rédacteur en chef de *Trends*². Cinq ans plus tard, la N-VA a perdu énormément de voix. On ne gagne pas des élections avec une politique économique et sociale de droite. Même la surenchère autour de la migration n'a pas suffi à compenser cela.

Ce cycle d'événements soulève un certain nombre de questions fondamentales sur la puissance du Voka, sur les obstacles auxquels se heurte un néolibéralisme agressif et sur les relations complexes entre la bourgeoisie flamande et le nationalisme de la N-VA. En 2011, Bart De Wever donnait sa réponse désormais légendaire à une question des médias francophones

Bourgeoisie flamande en deux parties

La première grande réforme de l'État a eu lieu en 1970, sous la houlette du Premier ministre CVP Gaston Eyskens. Cinquante ans plus tard, l'élite de ce pays a radicalement changé : la N-VA donne le ton et agit comme le porte-parole d'une classe entrepreneuriale de plus en plus assertive, représentée par la fédération patronale Voka. La transformation des classes capitalistes est à la fois un moteur et un résultat de ce processus. Il est essentiel de bien appréhender ce changement structurel dans la classe capitaliste pour pouvoir se faire une idée de la situation politique actuelle. Cet article tente de faire la lumière sur un certain nombre de points sous forme de diptyque. Le *premier* volet est à caractère essentiellement historique. Le *deuxième*, qui paraîtra dans le prochain numéro de *Lava*, examinera l'ancrage international de la bourgeoisie flamande et ses contradictions internes, qui viennent troubler la politique flamande et en particulier la N-VA.

Matthias Lievens



Matthias Lievens est professeur à l'Institut des hautes études philosophiques (Hoger Instituut voor Wijsbegeerte, KU Leuven) et membre du groupe de recherche RIPPLE (Research in Political Philosophy Leuven). Il est co-auteur, avec Anneleen Kenis, de l'ouvrage *De mythe van de groene economie* (EPO, 2016). Il a étudié les sciences politiques, l'anthropologie sociale et culturelle, la philosophie et l'histoire à Louvain.

à propos du programme économique de la N-VA : mon patron, c'est le Voka. Historiquement, la voix des employeurs flamands était représentée principalement par le CVP et, dans une moindre mesure, par le parti libéral, qui avait également une base parmi les petits indépendants. Le CVP devait toutefois mettre en balance les intérêts de l'employeur et ceux des autres couches sociales. Depuis la percée de la N-VA, le patronat flamand dispose de sa propre représentation politique.

Les élites de ce pays ont radicalement changé au cours des dernières décennies. Ce processus suit les transformations de la ou des classes capitalistes, à savoir l'affaiblissement de la bourgeoisie « belge » historique, francophone, centrée principalement sur Bruxelles et le développement constant d'une bourgeoisie « flamande » assertive. Si c'est bien la tendance actuelle, il convient de manier les termes « belge » et « flamand » avec prudence.

La division en classes ne se manifeste jamais « à l'état pur », affirmait déjà Marx dans son chapitre inachevé consacré aux classes dans le *Capital*³. Il faut également garder cela à l'esprit si l'on veut distinguer des fractions de la classe capitaliste. Prenons la famille De Spoelberch, qui vit près de Haecht et détient quelque 13 milliards d'euros grâce à sa participation dans AB InBev. Appartient-elle à la bourgeoisie flamande parce qu'elle vit et exerce ses activités en Flandre ? Ou représente-t-elle un exemple type d'une bourgeoisie belge plus ancienne en raison de ses profondes racines historiques et de ses antécédents nobiliaires ? Il s'agit d'une discussion certes pertinente, mais qui peut tout aussi bien se révéler être un piège. Lorsque l'on analyse la structure de classe pour mieux appréhender les changements sociaux et politiques, il s'agit surtout de refléter les grandes structures et tendances.

Les bourgeoisies flamande et belge font bien sûr partie d'une classe internationale ramifiée. Ces fractions de classe ont entre elles bien plus de traits communs que de différences⁴. Néanmoins, il est important d'observer le déplacement du centre de gravité au sein de la bourgeoisie : du capital industriel vers le capital financier, de la bourgeoisie belge vers la bourgeoisie flamande, et comment ce processus est lié au rôle croissant du capital multinational. Cela rend l'analyse du « bloc de pouvoir » de la bourgeoisie,

comme l'appelle Poulantzas, d'autant plus complexe : cette analyse devrait tenir compte du fait que ce bloc de pouvoir est très différencié sur le plan régional et en même temps internationalisé⁵. Cet article n'est jamais qu'une modeste tentative de dépeindre ces changements majeurs dans la structure des classes de ce pays, en se concentrant principalement sur la bourgeoisie émergente en Flandre.

PÉRIODISATION : QUATRE PHASES DE FORMATION DES CLASSES

Le capitalisme est en constante évolution, de même que le processus de formation des classes. En deux siècles d'histoire capitaliste, nous pouvons schématiquement distinguer quatre grandes périodes, chacune avec sa configuration caractéristique des classes dominantes. Cette mise en contexte est essentielle pour comprendre la configuration actuelle des classes.

À l'époque du capitalisme « libéral » du 19^e siècle, la Belgique était une société de classe nettement bourgeoise et élitiste. Seuls 40 000 propriétaires avaient le droit de vote. L'épine dorsale de la classe dirigeante exclusivement francophone était constituée d'une noblesse terrienne (à dominante catholique) qui a progressivement fusionné avec la bourgeoisie et d'une bourgeoisie libérale commerciale et industrielle, donnant lieu à des jeux de pouvoir parfois tendus. C'était l'époque des entrepreneurs aventuriers qui ont développé de nouveaux procédés industriels, créé de grandes industries orientées vers l'exportation, comme la construction ferroviaire, l'acier, le verre ou la soude, et accumulé d'importants capitaux grâce à une main-d'œuvre faiblement rémunérée. Marx avait décrit à l'époque la Belgique comme le petit paradis confortable et bien clôturé du propriétaire foncier, du capitaliste et du curé⁶.

La structure de la classe dirigeante change vers le début du 20^e siècle. Le capitalisme belge atteint son apogée lors de la période précédant la Première Guerre mondiale. La Belgique est alors la cinquième puissance commerciale du monde⁷. Si l'on se base sur la production industrielle par habitant, le pays se classe, en 1913, au troisième rang des pays les plus industrialisés, après les États-Unis et le Royaume-Uni⁸. La Belgique est un reflet du monde, y compris en termes de structure des classes. C'est la période de consolidation des grands holdings et des cartels. La Belgique offre un des plus beaux exemples de capitalisme monopoliste, comme l'ont analysé Hilferding et d'autres marxistes, un modèle fondé sur une intégration profonde du capital industriel et financier⁹. Ce « capital financier » est aussi étroitement lié à l'État, tant structurellement que par des liens personnels avec la famille royale, les politiciens et les hauts fonctionnaires. La bourgeoisie des holdings

intervient activement dans le processus de formation d'un gouvernement. La monarchie a un observateur permanent à la Société Générale, le plus grand et le plus célèbre des holdings.

Au cours de cette période, la bourgeoisie est constituée d'une petite couche supérieure qui exerce son contrôle sur les grandes concentrations de capitaux et les grands équipements industriels par des banques d'investissement et des sociétés de portefeuille. Par exemple, à la veille de la Première Guerre mondiale, Solvay est le plus grand groupe chimique du monde¹⁰. Les capitaux sont exportés pour conquérir de nouveaux marchés, notamment au Congo, mais aussi en Russie où, vers 1900, le capital belge joue un rôle plus important que celui de la France, de l'Angleterre et de l'Allemagne¹¹. La bourgeoisie des holdings est centrée sur Bruxelles, contrôle les grands investissements industriels en Wallonie et est pionnière dans la francisation de la vie publique.

La Première Guerre mondiale a porté un coup dur au capitalisme belge et à sa bourgeoisie, qui ne joueront plus jamais le même rôle international¹². Cependant, la structure de classe typique restera en place pour les décennies à venir. Durant une partie du 20^e siècle, la bourgeoisie belge repose sur un ensemble de « quelque 200 patrimoines familiaux croisés » aux noms évocateurs tels que Société Générale, de Launoit, Solvay-Janssen, Boël, Empain, Evence Copée ou encore Lambert¹³. À partir de l'entre-deux-guerres, toutefois, la Flandre a également commencé à s'industrialiser, en particulier autour du port d'Anvers, et un mouvement économique flamand a vu le jour, autour de l'idée que l'émancipation de la Flandre devait passer par le développement économique et donc par la formation d'une élite économique flamande¹⁴. En 1926, le VEV, précurseur du Voka, était fondé par Lieven Gevaert, père proflamand de la société du même nom qui deviendrait célèbre grâce à la production de papier photographique.

À la troisième période, celle dite du fordisme, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le tableau commence à changer. Les grands holdings se portent mal : peu innovants, ils se cantonnent à l'industrie lourde et cherchent avant tout à sécuriser leurs flux de revenus financiers, notamment en diminuant les salaires. À partir des années 50 et 60, de nombreuses multinationales, principalement américaines, s'installent en Flandre. C'est dans ce contexte que la lente expansion de la bourgeoisie flamande parvient

La structure des classes dominantes a fortement évolué. Les fameuses « 200 familles » du capitalisme belge ont vu leurs effectifs sérieusement réduit.

à prendre de l'ampleur. De nouvelles sociétés de services flamandes, pour la plupart axées sur les multinationales américaines, voient également le jour. En effet, c'est au cours des années 50 et 60 que l'on voit s'implanter en Flandre des filiales des sociétés Esso, Shell, Texaco, Signal Oil, BASF, Bayer, principalement dans le port d'Anvers. La société Sidmar est arrivée à Gand en 1962. Les grands constructeurs automobiles ouvrent également des succursales en Belgique, surtout en Flandre. Gaston Eyskens mène alors une politique économique régionale visant à dynamiser le développement économique de la Flandre. Le centre de gravité économique du pays se déplace progressivement vers le nord, tandis que périlicite l'industrie wallonne de l'acier et du charbon. Les multinationales étrangères et la bourgeoisie flamande se concentrent davantage sur la modernisation économique et l'innovation, et jouent la carte fordiste de la production et de la consommation de masse¹⁵.

Le pouvoir des holdings reste réel : malgré le coup de massue que sera la perte du Congo, la Société Générale conserve un certain contrôle sur un tiers de l'économie belge jusque dans les années 60 et 70 et parvient également à s'établir sur le marché mondial. Sa longue agonie a cependant bel et bien commencé. Au cours des années 50 à 80, une poignée de holdings continuent à dominer le marché boursier, aux côtés d'un petit nombre d'entreprises familiales : Empain, Coppée, Bekaert, Solvay, de Launoit, Lambert¹⁶. Entre-temps, des entreprises telles que Solvay et Interbrew ne cessent de croître et font aujourd'hui partie des plus grandes entreprises belges. Nombre d'anciennes entreprises belges voient cependant leur pouvoir décliner au cours de cette période. On connaît le résultat : dans leur agonie, les holdings ont causé beaucoup de dégâts au capitalisme belge. Le gouvernement a créé un régime favorable aux holdings, allant d'avantages fiscaux à des exemptions à toutes sortes de règles de gouvernance d'entreprise. Cette stratégie s'est toutefois avérée contre-productive. L'économie wallonne commence à décliner dans l'après-guerre.

Lors de la quatrième période, depuis la crise des années 70 et la montée du néolibéralisme, les choses se compliquent. Les anciennes structures du capitalisme belge continuent de se désintégrer, le rôle du capital multinational se renforce fortement, alors qu'on assiste en même temps à des mouvements de délocalisation et de désindustrialisation. La bourgeoisie flamande peut progressivement continuer à croître. Financiarisation et mondialisation, européanisation et fédéralisation ont toutes un impact majeur sur la restructuration des classes possédantes.

Derrière la désintégration des anciennes structures de la bourgeoisie «belge» et la croissance et la consolidation continues d'une bourgeoisie flamande, fortement soutenue par la Région flamande, se cache encore un

autre processus : la transnationalisation des classes bourgeoises. L'espace économique dans lequel elles opèrent dépasse de plus en plus les frontières nationales et cela complique le tableau. On décrit souvent Étienne Davignon comme «l'incarnation du capitalisme de salon à la belge¹⁷», «l'un des derniers représentants de la Belgique de papa¹⁸». Mais, plus encore qu'un pilier de la vieille bourgeoisie belge, il est avant tout un pionnier emblématique de ce processus de transnationalisation. Au cours des dernières décennies, les capitaux étrangers ont véritablement dépouillé l'économie belge par le biais d'acquisitions en tous genres, tandis que l'espace opérationnel des entreprises belges s'internationalisait de plus en plus. En sa qualité d'ancien commissaire européen, de membre de la Table ronde des industriels européens et du comité directeur du groupe Bilderberg, Étienne Davignon est un symbole de cette évolution. Il est profondément enraciné dans les anciennes structures du capitalisme belge (y compris la monarchie), tout en étant très actif dans un processus paradoxal : brader le capitalisme belge sous prétexte de le sauver.

La configuration de la bourgeoisie devient complexe : les holdings disparaissent et sont remplacés par des interactions dynamiques entre les multinationales étrangères, les grandes entreprises belges et flamandes, et un ensemble de PME, tous empreints d'une logique de financiarisation.

Le Voka rivalise de plus en plus avec la FEB pour la place de principal représentant des intérêts des employeurs.

LE DÉCLIN DE LA BOURGEOISIE BELGE

Les quatre grandes phases montrent globalement le sens de l'évolution de la bourgeoisie belge. Au début du 20^e siècle, la Belgique était en «tête du peloton industriel moderne¹⁹» avec une bourgeoisie de holding toute puissante. L'histoire du 20^e siècle est l'histoire de son déclin. Il suffit de penser à la perte du Congo, de la Société Générale, de Fortis et aussi de l'État unitaire belge. En 1982, André Mommen écrivait déjà cette histoire dans un ouvrage au titre révélateur : *De teloorang van de Belgische bourgeoisie*. Depuis lors, ce processus n'a fait que se poursuivre. On peut le résumer en trois moments charnières.

Un premier symbole est l'effondrement de la Société Générale. À l'origine, la Société Générale se distinguait comme une entreprise vivant d'investissements de bourgeois francophones et bruxellois, ce que confirme Étienne Davignon dans une interview²⁰. Après avoir connu son apogée autour de la Seconde Guerre mondiale, lorsqu'elle contrôlait 800 des plus grandes entreprises de Belgique et

Depuis la création de la Région flamande, la bourgeoisie flamande peut également compter sur le soutien actif d'un ensemble de dispositifs gouvernementaux.

du Congo, soit environ 40% de l'appareil industriel belge, le plus grand holding du pays connaît une fin peu glorieuse²¹.

La triste saga de la Société Générale est bien connue. En 1988, le financier italien Carlo De Benedetti tente d'en prendre le contrôle, à la grande consternation de l'establishment belge. S'ensuit un branle-bas de combat pour tenter de maintenir la holding en mains belges. Des

initiatives proviennent également de cercles capitalistes flamands, notamment dans le chef d'André Leysen. Ancien président de la Fédération des entreprises de Belgique (FEB), il est considéré comme quelqu'un qui n'appartient ni aux familles entrepreneuriales flamandes typiques ni aux réseaux de la bourgeoisie belge²². On rappellera aussi les initiatives de la banque Lessius, mise sur pied dans l'urgence, une tentative (avortée) de création d'une banque «flamande» qui regrouperait les capitaux flamands²³. Bien que Leysen et la coalition Lessius aient tiré de juteux profits de l'opération, ces plans flamands ont échoué. C'est particulièrement significatif : cet épisode présage, en effet, de la faiblesse des milieux capitalistes flamands, qui n'avaient, par ailleurs, jamais pu jouer un rôle autre que subalterne au sein de la Société Générale. Cependant, les grandes familles entrepreneuriales francophones n'ont pas réussi non plus à ancrer la Société Générale en Belgique. Avec le soutien de Maurice Lippens, entre autres, le groupe français Suez est finalement parvenu à absorber la holding : c'est le début de sa fin. L'homme est l'un de ces personnages qui ont contribué à dépouiller sa propre classe, la bourgeoisie belge.

Alain Mouton de *Trends* écrit à propos de cette débâcle : Dans les villas des capitalistes flamands, personne ne verse une larme. Les investisseurs flamands, qui détenaient dix pour cent de la Société Générale, vendent cette part à Suez. Sans faire de sentiments.²⁴ En définitive, la seule chose qui semblait intéresser Suez, c'était le secteur énergétique belge (Electrabel). Tout le reste sera vendu. Des sociétés telles qu'Umicore ou Recticel sont parmi les rares à avoir continué à opérer indépendamment de la Société Générale.

Un deuxième tournant majeur est le processus de transition vers l'union monétaire européenne en 1997-1999. Cette période voit déferler sur l'Europe une vague de fusions et d'acquisitions qui participent d'un processus d'économies d'échelle adaptée à l'unification monétaire²⁵. Les tentatives visant à la création d'une «grande banque belge» en fusionnant la BBL et la banque Générale échouent. Le risque de voir ING Pays-Bas acquérir trop d'influence sur la nouvelle banque incite, entre autres, Albert Frère, actionnaire de la BBL, à opter pour Suez²⁶.

À cette époque, toute une série de grandes entreprises belges tombe entre des mains étrangères : la BBL, la Royale Belge, Petrofina, Cockerill-Sambre, la Fabrique de Fer. La capitalisation boursière à Bruxelles recule d'un cinquième. En 1998, la valeur de rachat d'entreprises belges par des sociétés étrangères s'élève à 880 milliards de francs, contre 68 milliards pour les rachats de sociétés étrangères par des entreprises belges²⁷. Il s'agit donc pour l'essentiel d'un mouvement de capitaux à sens unique. Une exception importante est la fusion de CERA, ABB et Kredietbank en KBC, qui est ainsi restée en mains belges (et surtout flamandes).

La crise financière de 2008 marque le troisième et ultime épisode symbolique du déclin de la bourgeoisie belge. Au lendemain de la débâcle de la Société Générale et suite aux interventions du Palais royal, une partie de la Société Générale, la Générale de Banque, est reprise par Fortis, avec à sa tête Maurice Lippens. Fortis accède ainsi au rang de grande banque, en Belgique et en Europe. La crise financière frappe cependant de plein fouet la banque «belge» Fortis, qui finit par être absorbée par la française BNP Paribas Fortis. Nouveau coup dur pour la haute finance francophone. L'un des derniers vestiges indirects de la Société Générale encore en mains belges s'est envolé.

Outre Fortis, Dexia connaît également de grandes difficultés. Pour financer des acquisitions internationales à risque au cours de la période qui a précédé la crise, les deux banques avaient ensemble prêté plus d'argent à d'autres banques que le montant total de la dette publique belge²⁸. Dexia est devenue Belfius, une banque qui, par nécessité, est restée sous le contrôle de l'État. KBC, en revanche, est sortie de la crise en bien meilleure posture. La banque a également dû recourir aux aides publiques mais elle a plus ou moins réussi à maintenir sa structure et son positionnement. Ce n'est pas sans importance pour notre histoire : la KBC est l'épine dorsale du capitalisme flamand²⁹. Les principaux actionnaires sont la coopérative Cera, le holding du Boerenbond MRBB et une série de familles flamandes qui ont conclu conjointement une convention d'actionnaires.

Que subsiste-t-il de la bourgeoisie belge? Dans un de ses livres, Alain Mouton répond : «Un certain nombre de familles individuelles fortunées connectées à la galaxie Solvay-Boël-Janssen. Les familles qui gravitent autour d'UCB, Solvay... Ainsi que les familles liées à AB Inbev (de Spoelberch, de Mévius...). La connexion Delhaize. Lippens et Davignon sont en fin de carrière ou ont fait leur temps³⁰.» Dans une réflexion sur Davignon dans *Trends*, il décrit ce dernier comme le dernier représentant de la haute finance belge naguère si puissante, une élite qui n'existe plus en raison de l'internationalisation de l'économie, du rachat de grandes entreprises belges et de la crise financière de 2008-2009³¹.

La formulation peut sembler un peu excessive. Bien sûr, on ne peut guère prétendre que la bourgeoisie belge a totalement disparu. Fin 2015, la multinationale belge cotée en bourse Solvay, dont les racines historiques remontent à 1863, a procédé à une augmentation de capital. La famille Solvay (qui possède au total quelque 2 500 parts familiales, détenant ainsi ensemble 31 % de Solvay) participe à l'augmentation de capital pour un montant de 455 millions d'euros³². Il n'y a pas beaucoup de familles d'affaires flamandes qui soient en mesure de déboursier de telles sommes.

Il reste toutefois indéniable que la structure des classes dominantes de notre pays a fondamentalement évolué. Les fameuses « 200 familles » du capitalisme belge ont vu leurs effectifs sérieusement réduits³³. Leurs réseaux ont été démantelés. Certains grands noms ont complètement disparu : la famille Lambert, Empain, le holding familial des Coppée³⁴. La cohérence, le prestige et une partie de la base de pouvoir de la bourgeoisie belge se sont perdus.

Cela a un réel impact sur les réseaux économiques autour desquels se regroupent toutes sortes d'élites, des hommes politiques aux hauts fonctionnaires, en passant par les intellectuels. L'acquisition par des capitaux multinationaux a entraîné la délocalisation des centres de décision à l'étranger et démembré les réseaux d'élites existants de leurs directeurs, actionnaires, avocats d'affaires et autres consultants.

Un symptôme de cet affaiblissement est la difficulté croissante de la haute finance « belge » à mobiliser des capitaux. L'un des derniers faits d'armes des réseaux capitalistes belges a été la création de SN Brussels Airlines en 2001, après la faillite de la Sabena, avec Davignon et Lippens pour protagonistes. Aucun patron flamand ne dispose d'un réseau similaire. C'est fort regrettable, avait confié Herman Daems (aujourd'hui président de la division belge de BNP Paribas Fortis) en 2009³⁵. Désormais, la compagnie d'aviation est passée aux mains de la Lufthansa (et bat à nouveau de l'aile suite à la crise du coronavirus). Cette évolution est symptomatique : sous l'effet de telles acquisitions par des groupes étrangers, c'est une transformation de la structure de classe qui est en train de se jouer. Entre-temps, une bourgeoisie flamande de plus en plus assertive sort ses griffes.

LA BOURGEOISIE FLAMANDE : LES GRANDES LIGNES

Les entreprises familiales, pour la plupart des petites et moyennes entreprises, constituent l'épine dorsale de la bourgeoisie flamande. Cependant, même les grandes entreprises restent souvent entre des mains familiales. C'est ce qui caractérise plus généralement le capitalisme en Belgique³⁶. En 2017, plus des deux tiers des 36 entreprises belges ayant un chiffre d'affaires

de plus d'un milliard d'euros étaient des entreprises familiales³⁷. Les entreprises milliardaires non cotées en bourse appartiennent presque toutes à une seule famille.

On assiste en outre à l'émergence d'une couche de « nouveaux riches ». À ses débuts, Marc Coucke vendait de la crème solaire et du shampoing faits maison. Bart Verhaeghe a commencé comme consultant chez KPMG. Fernand Huts a d'abord été directeur d'une entreprise sidérurgique à Eeklo. Ces figures sont davantage sous les feux de la rampe que les familles d'affaires flamandes traditionnelles et donnent à la bourgeoisie flamande une plus grande visibilité. Il existe également une couche émergente d'entrepreneurs disposant de réseaux internationaux dans de nouveaux secteurs, de la biotechnologie aux TIC.

Parmi les entreprises flamandes typiques, plusieurs ont évolué en petites multinationales au cours des dernières décennies. Certaines d'entre elles sont devenues des acteurs mondiaux, du moins dans des secteurs très spécifiques, comme Bekaert (fil d'acier), Greenyard (aliments surgelés) ou Jan De Nul et DEME (dragage). En outre, une série d'entreprises sont actives sur les marchés internationaux : Sibelco (sable), Ontex (couches), Barco (moniteurs), Katoennatie (logistique), TVH (chariots élévateurs), Tessenderlo Chemie, Beaulieu (tapis), DPG Media³⁸... Toujours est-il qu'en termes de chiffre d'affaires, pas une seule de ces entreprises ne fait le poids devant de grandes multinationales néerlandaises telles que Shell, Ahold (fusionnée avec Delhaize en 2016), Philips, ING ou Unilever. Celles-ci réalisent des chiffres d'affaires plusieurs fois, voire dix fois plus grands que ceux d'une « multinationale » flamande type.

Les grandes multinationales américaines, allemandes ou françaises ont un pied en Flandre, mais à l'étranger, les entreprises flamandes jouent généralement dans la cour des petits. Suite au déclin de la bourgeoisie belge des holdings, ce phénomène est bien sûr aussi plus généralisé en Belgique : la seule entreprise belge figurant sur la liste Global 500 des plus grandes entreprises du monde en 2019 est Anheuser-Busch InBev, classée 192^e, et cette entreprise n'est en fait qu'à moitié belge. Des entreprises qui, il y a une dizaine d'années encore, figuraient au classement, comme KBC, Delhaize ou Dexia, en sont sorties.

Sur le plan international, il ne faut donc pas surestimer la puissance économique de la bourgeoisie flamande. Nous y reviendrons. Par contre, au sein de la constellation domestique, elle représente un facteur de puissance

La croissance
de fournisseurs de
service professionnels
à la bourgeoisie
flamande est sans
aucun doute un
important vivier
pour la droitisation.

croissant, qui a, de surcroît, mis en place tout un dispositif autour d'elle. Le Voka lui procure en effet un groupe bien développé pour défendre ses intérêts. Il s'agit d'une organisation ouvertement de classe qui, contrairement aux syndicats idéologiquement divisés, tente d'organiser la bourgeoisie flamande dans son ensemble, en évitant par là même les écueils des contradictions philosophiques ou partisans³⁹. Au départ, le VEV organisait principalement des entrepreneurs proflamands, mais, dans la période qui a suivi la Seconde Guerre mondiale, il a commencé à recruter plus largement. En 2004, suite à l'intégration des chambres de commerce, le VEV est devenu le Voka, une étape clé dans un processus historique d'unification. Le Voka compte aujourd'hui 18 000 entreprises membres et représente 70% de la valeur ajoutée et 80% des exportations en Flandre.

Ces dernières décennies ont vu une redistribution du paysage patronal. L'organisation patronale catholique ACVW (devenue VKW), qui a joué un rôle important au milieu du 20^e siècle sous la direction de Léon Bekaert, a perdu beaucoup de son importance, si ce n'est peut-être dans le Limbourg. En 2015, le VKW a fait place à ETION, qui se positionne comme une plateforme de réflexion éthique pour les chefs d'entreprise. En outre, le Voka rivalise de plus en plus avec la FEB pour la place de principal représentant des intérêts des employeurs. En partie en raison de l'importance que revêt la concertation sociale au niveau belge, la FEB reste une organisation importante vers laquelle de nombreuses grandes entreprises continuent de s'orienter, ce qui ne manque pas de susciter des frictions et des frustrations du côté patronal. Le sentiment qui prévaut dans les milieux d'affaires flamands est que la FEB cède parfois trop facilement dans les négociations avec les syndicats sur les salaires ou les retraites anticipées, qu'elle n'agit pas assez fermement contre les dépenses publiques et qu'elle pense trop en termes belges.

La comparaison entre le Voka et son homologue wallon l'UWE illustre de façon éloquente les différents rapports de force qui peuvent exister entre les classes en Flandre et en Wallonie. Depuis 2018, l'UWE est présidée par Jacques Crahay, PDG de Cosucra, une société qui réalise un chiffre d'affaires d'environ 100 millions d'euros et emploie quelque 300 personnes. Le président du Voka depuis 2018 est Wouter De Geest, PDG de BASF à Anvers, une entreprise qui réalise un chiffre d'affaires de 6,7 milliards d'euros et emploie 3 300 personnes. C'est un monde de différence.

L'appareil qui entoure la bourgeoisie flamande s'étend bien au-delà du Voka. Avec *De Tijd*, la bourgeoisie flamande dispose de son propre journal, fondé en 1968 à partir du VEV et aujourd'hui propriété de Roularta et du Groupe Rossel (éditeur entre autres du *Soir*). Elle dispose également de plusieurs autres médias, dont *Trends* et *Kanaal Z*, initialement co-lancé par

De Tijd. Elle dispose également d'un port mondial, le deuxième plus grand d'Europe, qui abrite l'un des plus grands clusters chimiques du monde, comparable à Houston et à Shanghai. Ce n'est pas un hasard si le plus puissant politicien du pays a choisi Anvers plutôt que Bruxelles et, ce faisant, s'est assuré le contrôle du port. Depuis la création de la Région flamande, la bourgeoisie flamande peut également compter sur le soutien actif d'un ensemble de dispositifs gouvernementaux, dont un service diplomatique flamand chargé des intérêts économiques et de la promotion des exportations.

La bourgeoisie flamande est plus qu'un groupe de capitalistes opérant en Flandre. Il s'agit aussi et surtout de réseaux d'entrepreneurs et de financiers qui combinent une conscience de classe affirmée avec la conscience d'être des hommes d'affaires «flamands», avec toutes les variantes et les nuances que cela peut impliquer. De nombreux mécanismes peuvent intervenir dans cette formation subjective des classes. La bourgeoisie flamande a ses réseaux intellectuels et ses groupes de réflexion, d'Itinera (parrainé par Bart Verhaeghe, Christian Leysen et Nicolas Saverys) au réseau VIVES à Louvain. Elle dispose aussi de ses propres cercles et associations : le club De Warande à Bruxelles, co-fondé par le VEV (auquel le gouvernement flamand accorde volontiers des prêts sans intérêt en échange de cartes de membre pour ses ministres et chefs de cabinet⁴⁰), voire des cercles plus locaux tels que le World Trade Center à Anvers, De Hanze à Bruges ou l'International Club of Flanders à Gand⁴¹.

Le réseautage se fait également par le biais d'un processus d'intrication économique : les chefs d'entreprise flamands prennent des participations dans d'autres entreprises flamandes ou siègent à leurs conseils d'administration. Il existe de nombreux réseaux d'entreprises, par exemple autour du groupe KBC ou d'Ackermans & Van Haaren. Un rôle typique est celui joué par le réseau dit des «Vlerick Boys», surnom attribué aux managers et entrepreneurs qui sont passés par l'école de commerce fondée par André Vlerick. Ce dernier est également connu comme le premier président de Protea, une association qui a défendu l'apartheid en Afrique du Sud, et a été sénateur et ministre CVP dans les années 70⁴². Les Vlerick Boys ont joué un rôle important dans la professionnalisation de la gestion des entreprises familiales typiquement flamandes, dans le développement du capital à risques, dans l'internationalisation de l'économie flamande et dans le développement d'organisations telles que le Voka. Une telle école fait défaut du côté francophone.

La bourgeoisie flamande n'a jamais joué de rôle révolutionnaire historique tel que celui que Marx attribuait à la bourgeoisie.

Dans son histoire de la Vlerick School, Alain Mouton décrit comment son fondateur a essayé de contribuer au développement d'un « establishment corporatiste flamand » comme « contrepoids » à l'« ancienne élite » de la bourgeoisie belge francophone⁴³. Cette institution ne se contente pas, dès lors, de former des administrateurs et des gestionnaires ordinaires. Il s'agit d'un véritable appareil de formation des classes. En plus de leur diplôme, les diplômés reçoivent un carnet d'adresses contenant les coordonnées d'anciens élèves de Vlerick, outil très utile pour leur carrière. 30% des personnes qui ont étudié à l'école deviennent plus tard propriétaires ou copropriétaires d'une entreprise, souvent en acquérant des parts ou en rachetant des parts familiales en tant que gestionnaires. C'est notamment le cas de Bart Verhaeghe, qui, après avoir travaillé pour l'entreprise de construction Verelst, a accédé au marché des biens immobiliers. « Depuis, environ 10 000 cadres flamands », écrit Mouton, « sont passés directement ou indirectement chez le professeur Vlerick⁴⁴ ». On trouve parmi eux des noms tels que Luc Vansteenkiste, Marc Coucke, Bart Verhaeghe, Jean-Jacques Sioen, Jan Coene, Louis Verbeke, Luc De Bruyckere, Christian Dumolin ou encore Fernand Huts.

Les entreprises familiales flamandes traditionnelles ne sont généralement pas cotées en bourse. Elles préfèrent se faire très discrètes et évitent l'attention du public. Ces dernières années, cependant, la bourgeoisie flamande a gagné en visibilité : elle a désormais ses propres BV (pour bekende Vlaming ou Flamand connu), dont des personnalités comme Marc Coucke, Gert Verhulst et Fernand Huts, qui apparaissent également dans les médias grand public. La télévision commerciale flamande propose plusieurs programmes qui font étalage de la vie privée de grands patrons flamands (Succesrijk; Steenrijk, straatarm; The sky is the limit). La question demeure, cependant, de savoir dans quelle mesure la tentative de créer une image « humaine » de ces entrepreneurs porte réellement ses fruits. On évoque souvent l'« embourgeoisement » de la classe ouvrière, mais l'inverse existe aussi : Perry Anderson appelle cela l'« encanaillement » de la bourgeoisie⁴⁵. Cette tendance n'est pas totalement absente en Flandre et se reflète en partie dans cette culture médiatique. Jean-Pierre Van Rossem a probablement été l'un des premiers flamboyants précurseurs de ce phénomène.

La bourgeoisie flamande s'est renforcée tout au long de l'histoire récente, entraînant toute une série d'effets sociologiques. On voit ainsi augmenter le nombre de personnes qui fournissent des services professionnels à cette bourgeoisie et qui lui sont très proches politiquement et idéologiquement : avocats d'affaires, agents immobiliers, notaires, comptables, auditeurs, conseillers fiscaux, leaders d'opinion, consultants, etc. La croissance de cette couche est sans aucun doute un important vivier pour la droitisation sociale

en Flandre, ce qu'on appelle le « courant sous-jacent ».

Aujourd'hui, il est plus légitime de parler d'une « bourgeoisie flamande » qu'il y a cinquante ou cent ans et pas seulement parce que la base de pouvoir économique des milieux d'affaires flamands s'est renforcée. Il existe surtout dans ces milieux un projet largement partagé, quoiqu'assorti de nombreuses variantes et nuances : faire de la Flandre un bastion économique qui a sa place sur le marché international et peut se connecter aux technologies et techniques de management de pointe. Cependant, cette ambition fait face à des obstacles et à des inhibitions de toute sorte, qui se situent bien souvent au niveau belge. Le monde des affaires flamand s'accorde majoritairement sur une analyse de la manière dont le système belge s'est montré incapable de gérer la crise des années 70, entraînant une dette nationale importante. Le symbole de cette incapacité est la tristement célèbre déclaration de Guy Mathot (PS) qui, en 1981, affirmait « la dette publique, on ne sait pas comment elle est arrivée, mais elle disparaîtra d'elle-même ». Ce n'est pas un hasard si le VEV a adopté un profil résolument « néolibéral » plus tôt et de manière plus affirmée que d'autres organisations patronales⁴⁶.

Les structures belges entravent le positionnement de la Flandre sur le marché mondial. Au départ, ce sont les holdings et leurs représentants politiques qui ont freiné la modernisation économique. Aujourd'hui, c'est la force persistante des syndicats au niveau belge, le système de sécurité sociale organisé au niveau fédéral, le dédale institutionnel coûteux et inefficace qu'est devenue la Belgique et la gauche, qui ne craint pas de s'attaquer à plus fort qu'elle. Ce sont là autant d'éléments qui contribuent à ce que le néolibéralisme dans notre pays soit un peu plus modéré que dans certains pays voisins. La recherche d'une modernisation économique au sens néolibéral du terme par l'élimination de ces obstacles (si nécessaire par un « effet de choc ») constitue le point de convergence entre la bourgeoisie flamande et le « nationalisme pour l'argent » de la N-VA.

LE DÉVELOPPEMENT TARDIF DE LA BOURGEOISIE FLAMANDE

Avant d'examiner la situation actuelle, prenons un peu de recul et recadrons le processus de développement historique de la bourgeoisie flamande. Ce qu'il faut retenir avant tout est que cette fraction de classe ne s'est vraiment développée que tardivement, à savoir au 20^e siècle. Ce n'est pas sans importance. Bien sûr, cela ne veut pas dire qu'il n'y ait pas eu en Flandre d'activités protocapitalistes antérieures. Au début du 19^e siècle, par exemple, il existait une industrie florissante du lin et du coton ainsi que d'autres formes de petites entreprises artisanales liées au secteur agricole.

La bourgeoisie flamande s'est développée comme une fraction capitaliste qui se sentait exclue du cadre de la bourgeoisie bruxelloise.

Mais l'industrialisation en cours ailleurs a eu raison de cette base économique : aucun pays au monde n'a autant souffert de l'expansion de l'industrie contemporaine, écrivait Louis De Raet en 1910⁴⁷. C'est surtout à partir du 20^e siècle qu'un processus d'industrialisation et de développement capitaliste commence réellement à s'implanter en Flandre. Comme le déclarait le proflamand Frans Crols, ancien directeur de *Trends* : au cours des 125 premières années de la Belgique, la créativité entrepreneuriale était une prérogative de la Wallonie et des francophones de Bruxelles. Il

y avait Bekaert et il y avait des patrons portuaires. Pour le reste, la Flandre est restée le domaine des petites entreprises, des épiceriers et des cultivateurs de pommes de terre⁴⁸.

L'histoire de la bourgeoisie flamande est donc relativement courte. Elle ne se développe réellement qu'au cours d'une période postérieure à la révolution bourgeoise, à la révolution industrielle, au développement du capitalisme et même à la lutte pour la démocratie parlementaire. Et cela a des conséquences importantes. La bourgeoisie flamande n'a jamais connu de véritable phase d'universalisation. Elle n'a jamais joué de rôle révolutionnaire historique tel que celui que Marx attribuait à la bourgeoisie : la lutte contre ce qui a précédé la modernité et pour les conditions dans lesquelles le capitalisme peut prospérer. Dans ce sens également, la bourgeoisie flamande est une « petite » bourgeoisie, avec une profondeur historique limitée au même titre que son image de soi. La bourgeoisie française peut se considérer comme l'héritière des Lumières et de la Révolution. Les Britanniques gardent toujours en partie une vision du monde teintée du prisme de l'Empire britannique et du Commonwealth. Les Néerlandais peuvent revendiquer une certaine continuité avec ce qu'on appelle le « siècle d'Or » et la mentalité de la Compagnie des Indes orientales. L'ancienne bourgeoisie belge pouvait invoquer ses jours de gloire au 19^e siècle et ses exploits coloniaux. En Flandre, rien de tel.

À son grand dam, la bourgeoisie flamande est largement exclue de l'aventure coloniale⁴⁹. Elle n'a jamais non plus été la force motrice d'une mobilisation plus large des classes inférieures, du « peuple », même avant la lutte pour l'émancipation flamande. La stratégie visant à instaurer une élite économique et à développer ainsi la Flandre sur le plan économique s'inscrit dans un processus d'émancipation flamande par le haut. Cela a évité une véritable lutte nationale avec mobilisation des bases populaires.

Le bourgeois flamand et son ego doivent alors se rattraper en s'accrochant à un passé mythique. Ce que fait Fernand Huts dans *Voor God en Geld*, un ouvrage volumineux sur l'histoire de l'art et de l'économie des Pays-Bas méridionaux à la fin du Moyen Âge, illustre parfaitement cette réalité⁵⁰. Huts tente de présenter cette proto-Flandre comme le centre du monde dont lui et ses compagnons de classe sont les héritiers directs. Les Pays-Bas méridionaux ne sont rien de moins que les inventeurs du capitalisme, affirme-t-il. Dans une critique des thèses de Max Weber sur le protestantisme et l'esprit du capitalisme, Huts va même jusqu'à affirmer que le christianisme du bas Moyen Âge « a fourni le cadre idéologique qui a permis au capitalisme de se développer », dès lors qu'il a jeté les bases de l'égalité, de l'individualisme, de la liberté individuelle et du droit naturel. Princes et comtes auraient joué un rôle particulier : par la manière dont ils ont déroulé le « tapis rouge » « à la nouvelle classe de capitalistes en pleine ascension », on a même vu éclore un « spiritus capitalisticus ». Ainsi, selon Huts, la Flandre aurait connu son propre « âge d'or » aux 14^e, 15^e et 16^e siècles. Dans ce contexte, Bruges serait le premier « centre mondial » du capitalisme commercial, Gand celui du capitalisme industriel et Anvers au 16^e siècle celui du capitalisme commercial, industriel et culturel. Il ne s'agit évidemment pas d'historiographie, mais de la création pure et simple d'une image de soi par une classe prenant conscience d'elle-même, qui tente de se profiler comme le groupe dirigeant de la nation. Le livre de Huts se termine cependant par une plainte pessimiste typique de la bourgeoisie flamande. Tant le passé flamand était glorieux, tant la situation est difficile pour les « entrepreneurs » aujourd'hui, suggère-t-il. Il n'y a qu'une seule voie possible vers l'avenir : réduire l'État-nation et sa bureaucratie à leur plus simple expression et revaloriser l'initiative bourgeoise.

D'UNE BOURGEOISIE SUBALTERNE A UNE BOURGEOISIE DIRIGEANTE ?

Vu son avènement tardif, la bourgeoisie flamande n'a pas eu à affronter autant que les autres bourgeoisies les classes anciennes ni les méthodes de production prémodernes pour créer les conditions du capitalisme. Le défi historique qu'elle a dû relever était d'un tout autre ordre, à savoir tisser des liens avec une fraction beaucoup plus puissante de la bourgeoisie. Cette relation était ambiguë. Parmi ces entrepreneurs flamands de la première heure, nombreux étaient ceux qui voulaient en fait appartenir à la bourgeoisie francophone et se sont eux-mêmes francisés (pensez aux barons gantois du coton). Cependant, la haute finance francophone leur est souvent restée fermée, ou tout au plus entrebâillée.

C'est en ce sens que la bourgeoisie flamande est apparue comme une bourgeoisie subalterne : une fraction jouant un rôle subordonné au sein de la bourgeoisie au sens large. Contrairement aux mastodontes que représentaient les holdings, forts de leurs liens avec l'appareil d'État belge, ses entreprises modestes (souvent post-agricoles) n'avaient guère d'importance au début du 20^e siècle. Il y avait, certes, un certain nombre d'entrepreneurs flamands qui sortaient clairement du lot, comme le plus grand industriel de Flandre au temps de la Première Guerre mondiale, le flamingant Lieven Gevaert, premier président du VEV. En 1920, sa société, productrice de papier photographique, disposait d'un capital de 15 millions de francs qui, au cours des décennies suivantes, serait décuplé⁵¹. Léon Bekaert, cette autre grande figure industrielle en Flandre, beaucoup plus orienté vers les tentacules du pouvoir belge francophone, disposait d'un capital de 15 millions de francs en 1929⁵². À titre de comparaison, juste avant la Première Guerre mondiale, le total des actifs de la Société Générale s'élevait à un peu moins de 500 millions de francs, pour grimper à plus de 6,7 milliards en 1934⁵³.

Dans son analyse du rôle historiquement subordonné du capital (commercial) par rapport à la grande propriété foncière lors de la genèse du capitalisme britannique, Perry Anderson emploie le terme de « bourgeoisie subalterne »⁵⁴. « Subalterne » est le terme que Gramsci avait développé pour désigner la condition des groupes ou des classes subordonnés et non organisés. Gramsci était intéressé par la manière dont une classe peut être unifiée par un processus historique complexe et peut jeter les bases d'un nouvel État. Dans ses cahiers de prison, il distingue trois stades dans ce processus de développement : un stade subalterne désorganisé, puis un stade économique-corporatif où la classe trouve son unité autour de ses intérêts économiques, et, enfin, un stade éthico-politique où la classe devient hégémonique en se présentant comme l'incarnation d'un intérêt général et d'une vision globale du monde⁵⁵. Cette histoire ne se déroule pas de manière linéaire ni automatique, mais se heurte à de nombreux obstacles, notamment liés au fait que les éléments dirigeants de la classe émergente sont absorbés par les classes dominantes existantes. (Gramsci appelle cela le transformisme.)

Ce dernier a joué un rôle très important dans la relation des entrepreneurs flamands avec le bloc de pouvoir de la bourgeoisie belge francophone et avec son État. Pour obtenir des capitaux, de nombreux entrepreneurs flamands sont restés dépendants du capital des holdings qui gardaient le contrôle des banques. Une certaine francisation et une absorption dans les méandres du pouvoir de la bourgeoisie belge étaient pour ainsi dire inévitables. Partant, il convient même de se demander si l'on peut

encore continuer à parler d'une bourgeoisie flamande comme d'une classe (ou d'une fraction de classe), la base économique propre de cette bourgeoisie flamande en devenant ayant toujours été limitée.

Dans le même temps, l'accès à l'élite francophone lui restait difficile. Le fait que de nombreux capitalistes flamands n'aient jamais pu trouver de vraie place au sein des structures de la bourgeoisie belge (il n'y a jamais eu d'administrateurs flamands au sein de la Société Générale, par exemple) est déterminant dans la manière dont la bourgeoisie flamande a vécu son histoire. « Les Flamands ont tenté, à de nombreuses reprises, de pénétrer cette structure [les réseaux d'amitiés de la haute bourgeoisie francophone], mais en vain », conclut Alain Mouton⁵⁶. La bourgeoisie flamande s'est donc développée comme une fraction capitaliste qui se sentait exclue du cadre de la bourgeoisie bruxelloise des holdings et de ses flux financiers, ajoute André Mommen⁵⁷.

Les grands holdings ont recruté peu ou tardivement dans l'élite économique flamande émergente. Inversement, la bourgeoisie des holdings était absente du VEV⁵⁸. Bien sûr, il y a des exceptions telles que Bekaert, le célèbre employeur catholique qui, dans les années 50, occupait le poste de président de la FIB, qui a précédé la FEB. Le « transformisme » était bel et bien à l'œuvre, mais dans certaines limites. Le tableau a changé avec la décadence des tentacules de pouvoir de la bourgeoisie belge.

L'absence de volonté d'absorption qui a caractérisé la bourgeoisie francophone est une clé pour comprendre le développement de la bourgeoisie flamande et la régionalisation de l'État belge. Inversement, le statut subordonné de la bourgeoisie flamande est essentiel pour comprendre le « caractère » de cette fraction de classe. On entend souvent dire à propos des entreprises familiales flamandes traditionnelles qu'elles ont tendance à se méfier des étrangers, veulent tout garder pour elles, qu'elles sont réticentes, voire méfiantes à l'égard de la professionnalisation. Et pas toujours exemptes d'un certain ressentiment. Il serait ainsi plus facile pour les entreprises néerlandaises de se transformer en multinationales car elles se montreraient plus ouvertes aux acteurs externes et aux méthodologies professionnelles de management. Le développement tardif de la bourgeoisie flamande, d'origine subalterne et rurale, n'est pas étranger à cette attitude. Ce développement s'est produit dans le cadre d'un processus laborieux de modernisation

La bourgeoisie flamande a cessé de se replier sur l'ancienne structure du CVP. Avec la N-VA elle a acquis une représentation politique plus autonome.

et d'émancipation : couper le cordon familial, surmonter peu à peu l'aversion envers l'inconnu et l'international, accepter, difficilement, l'apport de compétences extérieures et du management professionnel.

Au cours du 20^e siècle, la bourgeoisie flamande est longtemps restée campée sur une sorte de position économico-corporatiste, se sentant comme un intérêt économique subordonné à la bourgeoisie belge, avec une traduction politique engoncée dans le cadre de la structure des positions du CVP. La bourgeoisie flamande, bien que relativement faible historiquement, a su se développer progressivement, avec le soutien d'une couche technocratique de cadres du CVP. Partant de cette position, l'accent a été mis sur la modernisation économique de la Flandre, sans jamais, toutefois, entrer dans des confrontations frontales. Il y a, bien sûr, eu des frictions, qui se sont traduites par des tensions entre le VEV et les FIB et FEB, notamment, mais celles-ci n'ont jamais débouché sur des confrontations ouvertes.

La difficulté est désormais de savoir dans quelle mesure la donne a changé au cours des dernières décennies. La bourgeoisie flamande a cessé de se replier sur les « positions » de l'ancienne structure du CVP. Ce n'est plus nécessaire. Elle est devenue bien plus forte sur le plan économique et, avec la N-VA, a acquis une représentation politique plus autonome. La N-VA défend une politique économique conforme à ses intérêts. Une grande partie des cadres supérieurs du parti sont issus de la classe administrative ou dirigeante située dans l'orbite de la bourgeoisie flamande⁵⁹.

Comment le schéma de Gramsci s'inscrit-il dans cette histoire? La bourgeoisie flamande a-t-elle connu une croissance moléculaire, passant d'un stade corporatif à une classe hégémonique, sur la base d'une supériorité économique, d'une vision du monde hégémonique fondée sur le néolibéralisme, l'avènement d'un État flamand et une représentation politique autonome qui, simultanément, se met en avant comme un nouveau parti populaire? Cette conclusion, pour séduisante qu'elle puisse sembler, reste un peu hâtive.



- 1 Olivier Mouton, *Charles Michel : Le jeune Premier*. Racines, 2015, p. 190-191.
- 2 Alain Mouton, *Het geld is op! De financiële putten van België*. Anvers, Uitgeverij Vrijdag 2017, p. 110.
- 3 Karl Marx, *Le Capital : Critique de l'économie politique*. Livre III, vol. 3, Éditions sociales, 1960, p. 259.
- 4 Ralph Miliband, *The state in capitalist society*. Amsterdam, Van Gennep, 1973, p. 51.
- 5 Nicos Poulantzas, *Pouvoir politique et Classes sociales*. Paris, Maspero, 1972; *Les classes sociales dans le capitalisme aujourd'hui*. Paris, Éditions du Seuil, 1974.
- 6 Karl Marx, «The Belgian Massacres», 1869, www.marxists.org/archive/marx/iwma/documents/1869/belgian-massacre.htm.
- 7 Lodewijk De Raet, *Vlaanderens economische ontwikkeling*. Anvers, Standaard Boekhandel, 1910, p. 411.
- 8 Frans Buelens, «De levenscyclus van de beurs van Brussel 1801-2000». *Maandschrift economie : Tijdschrift voor algemeen- en sociaal-economische vraagstukken*, no 2, 2001, p. 150-177.
- 9 Rudolf Hilferding, *Das Finanzkapital. Eine Studie über die jüngste Entwicklung des Kapitalismus*. Berlin, Dietz Verlag, 1955. Voir aussi Henri Houben, «De la Société Générale aux fonds vautours», *Lava* no 2, 2017, pp. 105-127.
- 10 Niels Matheve, *Tentakels van de macht : Elite en elitenetwerken in en rond de Belgische tussenoerlogse regeringen (1918-1940)*. Heule, INNI Publishers, 2016.
- 11 Frans Buelens, *op. cit.*
- 12 Kristof Smeyers et Erik Buyst, *Het gestolde land : Een economische geschiedenis van België*. Anvers, Polis, 2016.
- 13 Luc Huyse, Jean-Luc Dehaene et Lode Van Outryve, *Machtsgroepen in de samenleving : Politieke machtsstructuren in België*. Leuven, Davidsfonds, 1973, p. 63.

- 14 Olivier Boehme, *Greep naar de markt*. Louvain, Campus de Lannoo, 2008; Dirk Luyten, «L'économie et le mouvement flamand», *Courrier hebdomadaire du CRISP*, no 2076, 2010, p. 5-46.
- 15 Sur l'histoire de la modernisation économique de la Flandre, voir Stijn Oosterlyncx, «Regulating Regional Uneven Development and the Politics of Reconfiguring Belgian State Space». *Antipode* 42(5), p. 1151—1179; Dries Goedertier, «De strijd om expansiekredieten. Het Vlaams Economisch Verbond en de Belgische keynesiaanse staat». *Journal of Belgian History* XLIII, 2013, 2-3, p. 114-151.
- 16 René De Preter, *De onzichtbare hand boven België, een economische geschiedenis : Invloed van liberalisering, globalisering en Europeanisering*. Antwerpen, Garant, 2016, p. 45.
- 17 Jan Scheidtweller, «Étienne Steve Davignon», *De Morgen*, 1^{er} mars 2001.
- 18 Peter Casteels et Walter Pauli, «Het leven van vandaag is toch veel beter dan vroeger?», *Knack*, 1^{er} novembre 2017, p. 56.
- 19 Smeyers et Buyst, 2016, p. 9.
- 20 *L'Écho*, 18 janvier 2013, cité dans *Vlerick Boys : Een Vlaamse meritocratie* d'Alain Mouton. Kalmthout, Pelckmans, 2013, p. 59.
- 21 Pascal Dendooven, «Het einde van de Generale Maatschappij», *De Standaard*, 27 mars 2006.
- 22 Guido Despiegelaere, «André Leysen valt van zijn troon». *Knack*, 1^{er} décembre 1999.
- 23 Voir Mouton, 2013, p. 60-61. À lire également Alain Mommen, «Solden op zijn Belgisch? Of het Vlaamse verankeringsdebat kritisch bekeken». *Vlaams Marxistisch Tijdschrift* 28(1), 1994, p. 79-98. Jo Cottenier, Patrick De Boosere, Thomas Gounet, *La Société Générale 1822-1992*. Bruxelles, EPO, 1989, p. 275.
- 24 *Ibid.*
- 25 Cette période a été éminemment décrite par Stefaan Michielsens et Béatrice Delvaux dans *Zes huwelijken en een begrafenis : grote en kleine geheimen van de Belgische haute finance*. Tielt, Lannoo, 1999.
- 26 Smeyers et Buyst, *op. cit.*, p. 378-379.
- 27 Michielsens et Delvaux, 1999, p. 302.
- 28 Geert Peersman et Koen Schoors, *De perfecte storm. Hoe de economische crisis de wereld overviel en vooral : hoe we eruit geraken*. Gent, Borgerhoff & Lambergits, 2012, p. 66.
- 29 La Kredietbank était aussi historiquement distinctement flamande et catholique, voir Paul Goossens et Paul Koeck, «De financieel-economische bedrijvigheid van de CVP», dans H. Coenjaarts et al., *De CVP-staat*. Berchem, EPO, 1979, p. 48.
- 30 Mouton, 2013, p. 212.
- 31 Alain Mouton, «Rijk gevulde carrière», *Trends*, 20 juin 2019. Ilse De Witte et Wolfgang Riepl, «Gelukkig heeft Ernest Solvay zijn fortuin niet weggeschonken», *Trends*, 8 septembre 2016, p. 32; Wolfgang Riepl, «De tentakels van de Solvay-families», *Trends*, 8 septembre 2016, p. 28.
- 32 René De Preter, *Les 200 familles les plus riches : L'argent et le pouvoir dans le monde des holdings et des millionnaires*. Berchem, EPO, 1983.
- 34 René De Preter, *De onzichtbare hand boven België : Een economische geschiedenis*, p. 261.
- 35 Hans Brockmans, «La Belgique à papa is niet meer», *Knack* 19 février 2009.
- 36 45 % de l'emploi total en Belgique se trouve dans des entreprises familiales; voir Karel Volckaert et Michele Cincera, *Stewardship van familiebedrijven : Hun belang voor de samenleving*. Bruxelles, Itinera Institute, 2019, p. 6.
- 37 Stefaan Michielsens, «Belgische miljardenbedrijven, er zijn er meer dan u denkt», *De Tijd*, 13 mai 2017.
- 38 On attribue souvent cela à la structure de propriété familiale, qui garantit des stratégies commerciales plus conservatrices et plus prudentes, à l'interpénétration de la propriété et du management et à l'absence de compétences managériales externes. Voir notamment Herman Daems, *Buitenlandse invloed in België : de gevolgen voor de strategische beslissingsmacht*, 1993, Tielt, Lannoo; Herman Daems, *De paradox van het Belgische kapitalisme*. Tielt, Lannoo, 1998. Un autre facteur déterminant est le fait que les autres pays ont protégé leurs propres entreprises beaucoup plus fortement contre les rachats étrangers; voir Kristof Smeyers et Erik Buyst, *Het gestolde land : Een economische geschiedenis van België*. 2016, Kalmthout, Polis, p. 340-341.
- 39 Sur l'histoire du VEV et du Voka, voir Ludo Meyvis, *Markt en macht : Het VEV van 1926 tot heden*. Tielt, Lannoo, 2004.
- 40 Dieter Tielemans, «Bourgeois verdedigt renteloze lening aan Vlaamse zakenclub», *De Tijd*, 18 avril 2018.
- 41 Voir Jan Puype, *De elite van België : Welkom in de club*. Leuven, Van Halewyck, 2005.
- 42 Georges Timmerman, «De Vlaamse tegenstanders van Nelson Mandela», *Apache*, 18 juillet 2013.
- 43 A. Mouton, 2013, p. 176.
- 44 *Ibid.*, p. 53.
- 45 Perry Anderson, «The Timing of Postmodernity», *Verso Blog* 2017, www.versobooks.com/blogs/3239-the-timing-of-postmodernity.
- 46 Els Witte, Jan Craeybeckx et Alain Meynen, *Politieke geschiedenis van België : Van 1830 tot heden*. Anvers, Standaard Uitgeverij, 1990, p. 316.
- 47 Louis De Raet, *Vlaanderen economische ontwikkeling*. Anvers, Standaard Boekhandel, 1910, p. 162.
- 48 Frans Crols, «Albert Frère is geen Vlaming», *Trends*, 4 mai 2006.
- 49 Un regret partagé notamment par Louis de Raet, qualifié d'«économiste de génie» par nul autre que Léopold II. De Raet, *Vlaanderen economische ontwikkeling*, p. 414.
- 50 Katharina Van Cauteren et Fernand Huts, *Voor God & geld : Gouden tijd van de Zuidelijke Nederlanden*. Tielt, Lannoo, 2016.
- 51 Olivier Boehme, *Greep naar de markt*. Leuven, LannooCampus, 2008, p. 264.
- 52 Paul Goossens et Paul Koeck, «De financieel-economische bedrijvigheid van de CVP», dans H. Coenjaarts e.a., *De CVP-staat*, Berchem, EPO, 1979, p. 57.
- 53 Jo Cottenier, Patrick De Boosere, Thomas Gounet, *La Société Générale 1822-1992*. Bruxelles, EPO, 1989, p. 79.
- 54 Perry Anderson, «Origins of the Present Crisis», *New Left Review* 1/23, 1964, p. 30; Gregory Elliott, Perry Anderson. *The Merciless Laboratory of History*. Minneapolis, University of Minnesota Press, 1998, p. 15.
- 55 Antonio Gramsci, *Selections from the Prison Notebooks*. Londres, Lawrence & Wishart, 1998, p. 52 ff.
- 56 Alain Mouton, «De Vlerick-meritocratie». *Trends*, 28 novembre 2013.
- 57 André Mommen, *De teloorgang van de Belgische bourgeoisie*, Leuven, Kritak, 1982, p. 85.
- 58 *Ibid.*, p. 90.
- 59 Koen Hostyn, *Het Vlaanderen van De Wever*. Berchem, EPO 2014, p. 27.